

THÉORIE ET PRATIQUE DE LA VULGARISATION AGRICOLE (*)

Jacques CHARMES

Section économie - démographie de l'ORSTOM

RÉSUMÉ

Comment a été réalisée, en théorie et dans les faits, la vulgarisation des nouvelles méthodes de riziculture améliorée (Opération UREER-Tananarive) ? L'ambiguïté des résultats obtenus tient à la structure même de l'opération, la méthode de vulgarisation n'étant que le reflet de cette structure.

Car de telles structures de vulgarisation tendent à institutionnaliser la coercition en tant que « facteur de changement ». Or, pour être logique, un tel raisonnement suppose que l'intérêt matériel de l'opération est tangible du point de vue des paysans.

Les échecs relatifs enregistrés tiennent finalement à la maîtrise technique imparfaite, et à la coercition qui ne saurait avoir d'effets positifs qu'en apparence.

En matière de vulgarisation agricole, c'est à la méthode que doit être accordé le rôle principal, beaucoup plus qu'à l'objet même de la vulgarisation : en général une ou plusieurs techniques plus productives.

Et s'il est vrai qu'il n'est pas de méthode sans objet, alors nous dirons que l'objet principal de toute vulgarisation agricole doit être la paysannerie et non pas la ou les techniques.

Or l'autoritarisme — présent dans les structures de la vulgarisation, et même souvent reconnu et admis ouvertement par les cadres chargés de l'appliquer ou ceux qui financent l'opération — prend

(*) L'enquête qui est à la base de ces réflexions a été menée sur le terrain au début de l'année 1971 dans la Province de Tananarive à Madagascar.

ABSTRACT

How, in theory and in fact, was the propagation of new methods, of improved rice cultivation (the UREER-Tananarive operation) carried out ? The very ambiguity of results stems from the structure of the operation, the method of propagation reflecting the structure.

Organized propagation structures tend to institutionalize official pressure as a « factor of change ». This presupposes however that the peasants must have some material interest in the operation of change.

The relative failures which have been noted stem finally from insufficient technical ability, and also from official pressure since the effects of this can at the most only appear to be beneficial.

sa source dans les constats d'échecs multiples dont on n'a pas pris la peine de tirer les leçons. La justification de pratiques autoritaires sur la base d'une accumulation d'échecs, telle est l'impasse dans laquelle se sont fourvoyés nombre de « techniciens du développement », alors que, juste à l'opposé, ce sont les pratiques autoritaires qui expliquent les échecs. Ainsi, la théorie des blocages socio-culturels, de la tradition-obstacle au développement, est le simple reflet de l'ethnocentrisme occidental, conscient de la supériorité de ses techniques, pour lequel tout refus ne saurait être que « conservateur » et anti-progressif, alors qu'il n'est que pure réaction — mais réaction critique en face d'actions niant toute initiative et tout droit de critique aux principaux intéressés.

Si donc la thèse des « blocages socio-culturels » ou « des freins au développement » a eu pour conséquence néfaste de répandre les mythes de la « passivité » des paysans, nous pensons que poser le problème en ces termes, c'est se condamner à entreprendre des actions en milieu rural ne laissant aucune initiative aux paysans. Et la passivité actuelle qui semble avoir toujours existé, n'est en fait que le reflet de la négation, du refus permanent opposé à l'initiative et au libre consentement des masses paysannes.

Il n'est pas question de nier la réalité de la tradition et de la passivité : elles existent bel et bien, mais en tant que simples réactions en face d'entreprises *non compréhensibles car non compréhensives*.

Les deux questions fondamentales qu'il convient dès lors de se poser sont les suivantes :

— Quelles sont les causes de l'émergence et du maintien des attitudes passives et traditionnelles ?

— Est-il possible d'inverser une telle tendance, et par quels moyens ?

Il ne s'agit pas ici, bien sûr, de répondre de manière définitive à ces questions (1), mais plutôt de comprendre, à travers un exemple particulier, comment s'enclenche un tel processus que nous qualifierons d'« autoritarisme-passivité », et quelles leçons on peut en tirer afin de briser ce véritable cercle vicieux.

Nous traiterons donc ici des méthodes de vulgarisation telles que nous avons pu les observer lors d'une enquête faite dans un village de l'Unité Régionale d'Expansion Rurale de Tananarive (URER-Tana, Préfecture de l'Imerina Centrale), et portant sur l'Opération Productivité-Riz (OPR).

L'Opération Productivité-Riz

Comme son nom l'indique, cette opération avait pour but d'accroître les rendements rizicoles, afin de pallier (partiellement) le déséquilibre population-ressources qui se faisait sentir avec une particulière acuité dans la région des Hauts-Plateaux centraux. Conçue comme préalable à la mise en

valeur des collines (2) et à la migration organisée de l'excédent de population vers des régions sous-peuplées et à fortes potentialités agricoles, l'OPR consistait en la vulgarisation d'un certain nombre de thèmes techniques, à savoir notamment :

- date du semis en pépinière et durée du séjour des plants en pépinière,
- dose de semences,
- engrais en pépinière,
- repiquage en ligne,
- double sarclage,
- engrais en rizières.

Un stade primaire était prévu, consistant simplement en :

- repiquage en ligne,
- double sarclage.

La structure de vulgarisation conçue pour mettre en œuvre ces thèmes techniques divisait l'URER-Tananarive (niveau préfecture) en zones (sous-préfectures), secteurs (cantons ou communes) et cellules (groupes de villages) (3). Direction générale, chefs de zones, chefs de secteurs et moniteurs de cellules constituent donc la pyramide de vulgarisation.

Cette pyramide est en fait une structure de communication des informations. Elle permet de transmettre les messages du sommet jusqu'à la base, d'assurer la formation des paysans, et enfin la remontée des informations (4).

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce problème, mais nous voudrions souligner dès maintenant que la primauté accordée à la communication de haut en bas sur la remontée des aspirations de base, a eu pour résultat de maintenir la paysannerie dans un rôle quasiment réactif, et finalement de consolider sa passivité.

(2) Sur l'Opération Productivité-Riz et le projet de mise en valeur des collines, on pourra consulter : J. CHARMES, 1971 : Les effets d'une action de vulgarisation dans une communauté villageoise en destructuration. L'Opération Productivité-Riz et le projet « tanety » de mise en valeur des collines à Antanimasaka-Manjakandriana., *multigr.*, ORSTOM, 53 p.+69 p. J. CHARMES, 1971 : Processus de stratification sociale et action de vulgarisation sur les Hauts Plateaux Malgaches, *multigr.*, ORSTOM, 32 p. *Terre Malgache*, n° 13, pp. 69-95.

(3) Il y a 200 cellules sur l'ensemble de la préfecture.

(4) Cf. V. CONSIGNY, 1968 : Le Groupement pour l'Opération de Productivité Rizicole (GOPR). *Terre Malgache*, n° 4, p. 33.

(1) Pour plus de détails, on pourra consulter : J. CHARMES, 1971 : « Les blocages socio-culturels au développement en tant que manifestations de rapports de domination », *multigr.*, ORSTOM 42 p. A paraître.

Certes la technique vulgarisée ne peut être mise en doute. Mais entre la mise au point d'une technique « en laboratoire » et sa mise en pratique, il y a une différence de niveau essentielle du point de vue de la vulgarisation. Or on peut penser que les clés de la mise en pratique d'une technique sont principalement entre les mains de la paysannerie ; qu'il convient en conséquence de lui assigner un rôle actif et premier.

Or si nous examinons le principe de la méthode I-A-E : Instruction-Application-Entraînement (1), nous voyons qu'il consiste « à partir de ce qui existe, l'améliorer en dialoguant avec les paysans intéressés et le mettre ensuite en pratique ». Mais plus précisément, l'instruction est un « jeu de questions faisant dégager par l'auditoire les caractéristiques de la pratique traditionnelle », puis un « choix de questions-réponses permettant d'aller dans le sens du message technique à passer », et enfin une « discussion du schéma-message construit : vulgarisateurs et paysans cherchent à l'améliorer... »

La discussion devrait en fait avoir pour but, non pas l'amélioration, mais véritablement la construction de la méthode de mise en pratique. Nous y reviendrons plus longuement dans la suite.

Par ces discussions, il s'agissait donc d'aboutir au recrutement des volontaires, puis de convaincre les réfractaires en organisant des réunions de démonstration, pour les techniques ou les résultats, d'organiser enfin des visites.

L'important est évidemment d'étudier comment s'est passée dans la réalité — sur le terrain — cette phase de la vulgarisation.

La vulgarisation à Antanimasaka-Manjakandriana

Du point de vue de la méthode améliorée de riziculture, la commune est tout à fait remarquable : Antanimasaka a reçu un diplôme, venant en tête pour « le repiquage en ligne » dans toute la province ; d'autre part la commune a également reçu une prime, étant la première de la sous-préfecture, pour ce qui concerne l'utilisation des engrais.

C'est dire que la vulgarisation entreprise par l'URER paraît — statistiquement du moins — particulièrement bien adaptée et implantée dans la commune. C'est dire aussi que le point d'impact semblait avoir été bien choisi pour l'étude des effets d'une action de vulgarisation.

(1) Cf. Samuel RABEMANANTSOA, 1968 : Les méthodes de vulgarisation dans l'URER d'Antsirabe. *Terre Malgache*, n° 4, pp. 40-41.

Il s'agissait donc de voir comment avait pu être obtenu un résultat aussi remarquable ; comment avait débuté et s'était poursuivie l'action de l'URER ; quels avantages, mais aussi quels inconvénients en avaient résulté pour les paysans ; quels problèmes elle avait suscités et quelles évolutions elle avait amorcées.

Coercition et liberté

Selon la majorité des informations que nous avons pu recueillir, la méthode qui fut suivie pour inciter les paysans à pratiquer la nouvelle méthode ne semble pas avoir été celle préconisée aux échelons supérieurs de la structure de la vulgarisation. La méthode I-A-E = Instruction-Application-Entraînement se présente comme étant non directive et faisant appel à la participation des paysans.

Or ce qui s'est passé dans la réalité nous montre combien il est indispensable de ne pas séparer la méthode de la structure à travers laquelle elle est destinée à se propager, pour pouvoir comprendre les modifications subies par la méthode : ces modifications sont en effet inscrites dans la structure elle-même.

Les vulgarisateurs de base reçoivent des primes dont l'importance dépend des résultats qu'ils obtiennent. Dans les conditions du milieu, il est évident que la méthode de vulgarisation la plus efficace est évidemment l'injonction pure et simple. L'efficacité d'une telle méthode est, on s'en doute, à court terme. Et dans la mesure où la structure de la vulgarisation n'est pas destinée à se perpétuer au delà d'un certain délai, il est à craindre que les conditions dans lesquelles a été menée l'action ne se prolongent pas elles-mêmes.

Le plus grand nombre des paysans interrogés (2) sur les raisons qui les avaient poussés à pratiquer la nouvelle méthode, ont en effet répondu qu'ils avaient suivi « l'ordre du *fanjakana* » ou « les exhortations du *fanjakana* » (3). L'un d'eux, constatant que « maintenant les gens pratiquent la nouvelle méthode de riziculture », affirmait que « le contremaître peut nous donner des conseils pour les collines. On va où l'on nous amène, comme un cadavre qu'on porte la nuit. Nous suivons le *fanjakana* dans tout ce qu'il nous propose ; de toute façon, on ne peut rien y faire ».

(2) Rappelons que nous avons interviewé l'ensemble des 77 familles du village d'Antanimasaka.

(3) *Fanjakana* : Administration.

« Le repiquage en ligne... pour moi, ça ne va pas du tout. En outre, ce repiquage en ligne au début était une sorte d'ordre de telle sorte que c'est la peur et l'observation de la loi du *fanjakana* qui me font maintenant cultiver mon riz en ligne ».

Certaines réponses font néanmoins penser que le rôle attribué aux vulgarisateurs, leur appartenance au *fanjakana*, l'origine supposée de la nouvelle méthode, suffisaient à influencer les paysans, et à leur faire craindre les conséquences d'une éventuelle opposition de leur part : « le repiquage en ligne semblait d'abord au début obligatoire, parce que c'est quelque chose qu'on n'a pas encore fait de sorte qu'on en avait peur, mais quand on l'a pratiqué c'était bien. Et parce que c'était bien, on était content de l'ordre des autres ».

Dans ces conditions, l'ordre pouvait ne pas être formel : la perception par les paysans du vulgarisateur comme étant un envoyé du *fanjakana* pouvait suffire. C'est ce qu'exprime M. Dagrán (1) en écrivant : « le rôle des vulgarisateurs est enfermé dans une contradiction : d'une part il faut (2) qu'ils conservent et utilisent leur prestige de fonctionnaire, d'autre part ils doivent acquérir la confiance des paysans ».

Dans un village voisin d'Antanimasaka, la méthode utilisée consiste à jouer sur cette contradiction : le seul fait que le vulgarisateur soit perçu comme un membre du *fanjakana* suffit à amener les paysans à appliquer la nouvelle méthode sur une ou plusieurs petites parcelles. Mais lorsque cette phase préparatoire a été dépassée, lorsque le vulgarisateur estima qu'il était temps de passer à la phase de généralisation (pour suivre les objectifs prévus par l'URER), d'autant plus que l'effet de démonstration aurait dû être dès lors suffisant, alors il se heurta au refus des paysans. Il essaya alors de revenir à la coercition, mais une opposition politique naquit, lors des dernières élections, et ce fut un échec (3).

« Le début du repiquage en ligne, c'est qu'on tentait un essai sur les pépinières... On disait : « faites parce que c'est un essai, et si ça va, faites-le », et tout le monde en faisait un peu. L'année suivante, on l'accroissait et même l'année passée, le moniteur

semblait un peu se brouiller avec les gens parce que ceux-ci ne voulaient pas en faire trop ».

Constatant ces faits, les élus locaux ont pris le contre-pied de l'attitude des vulgarisateurs, précisant aux paysans que ce n'était pas « une loi du *fanjakana* ». « Faites ce que vous pouvez », tel fut leur mot d'ordre (4).

Cette double attitude explique sans doute la rapide généralisation du « repiquage en ligne » dans la commune. Plus ou moins obligés à pratiquer la nouvelle méthode, les paysans se sont vu accorder une certaine liberté de choix. Coercition et liberté ont donné au système une plasticité laissant aux individus qui y étaient soumis la possibilité de jouer sur plusieurs modes.

L'interprétation que nous venons de donner nous permet de répondre à une autre question.

Repiquage en ligne et opposition politique

L'une des préoccupations des agents de l'URER, aux niveaux supérieurs, était en effet la suivante : la nouvelle méthode passe pour une opération du PSD (5) et l'AKFM (6) a exploité ce bruit, notamment lors des dernières élections. D'où les difficultés d'introduire une technique nouvelle d'agriculture que l'on croit neutre, dans les zones influencées par le parti d'opposition.

L'examen approfondi de la structure de base de la vulgarisation nous a montré qu'il ne s'agissait pas seulement d'un bruit, mais d'un fait réel que tout paysan pouvait conclure et déduire de la situation dans laquelle il se trouvait placé.

Que dans ces conditions, l'opposition AKFM ait refusé la nouvelle méthode, il n'y a là rien d'étonnant (7). On peut même penser que ce parti s'en est trouvé renforcé, les rizières devenant le miroir de la lutte politique. Dès lors, ce miroir reflétant la force relative des deux protagonistes, l'individu isolé dans le système a pu ainsi se rendre compte du nombre de ceux

(4) Eux-mêmes nous ont donné cette précision spontanément. De ce fait, l'interprétation est ambiguë. Ont-ils réellement pris le contre-pied ? Ou bien ont-ils abondé dans le même sens, désirant maintenant en rejeter la responsabilité sur les « contre-maitres ». Les réponses des paysans nous font pencher pour l'interprétation donnée dans le texte.

(5) Parti Social Démocrate : gouvernemental jusqu'en 1972.

(6) Parti d'opposition légal.

(7) Les deux communes d'Antanimasaka et d'Ambohitradiamanitra, issues de l'éclatement du canton lors de l'Indépendance, en sont l'exemple contradictoire. De même, à l'intérieur de notre commune, les quelques abandons constatés, étaient clairement motivés.

(1) M. DAGRAN, GOPR. Enquête sociologique. MAER, 1967.

(2) Pourquoi cette nécessité ? Sinon dans le but conscient d'exercer une certaine coercition.

(3) Il ne nous a pas été possible de savoir, car nous étions alors en fin d'enquête, si cette opposition fut provoquée par le revirement d'attitude du vulgarisateur, ou si ce revirement était dû à cette effervescence politique. Toujours est-il qu'on assiste à une cristallisation des positions de chaque côté.

qui affirmaient tout haut, ce que lui pensait tout bas. C'est dire que l'effet de démonstration pouvait, dans ces conditions, jouer à plein. Et les « hésitants » d'Antanimasaka en venaient même à se poser des questions, lorsque, parcourant la route qui mène à Tananarive, ils voyaient tant de rizières repiquées en foule. N'y a-t-il donc pas obligation de repiquer en ligne ? Ou encore : y a-t-il donc des inconvénients qu'on ne nous aurait pas dit, puisque des paysans comme nous continuent à repiquer selon la méthode traditionnelle ?

Le système laissait donc la possibilité à toute forme d'opposition — politique ou non, collective ou individuelle — de s'exprimer sur les rizières : expression visuelle pouvant devenir démonstration de force.

On pouvait dès lors en déduire logiquement la nécessité de maintenir le dispositif d'encadrement, car son allègement « conduirait, à terme, à des infidélités tardives et peut-être massives car le comportement de masse joue dans un sens et dans l'autre » (1). Déduction logique qui ne laisse pas d'être ambiguë : le « maintien du dispositif d'encadrement » trouve-t-il sa nécessité dans le service de conseils aux paysans ou bien dans l'exercice d'une présence inspirant une certaine crainte et signifiant le statu quo ? Douterait-on, par hasard, que les paysans n'aient pas eu le temps d'assimiler des techniques culturales concernant une production aussi vitale pour eux et aussi anciennement implantée ? En douter, ce serait laisser planer une incertitude sur la méthode de vulgarisation-participation qui devait être explicative avant tout.

Nous sommes tous d'abord passés de la théorie d'une action à la pratique de cette action, en étudiant la réalité vécue à la base, par les paysans concernés. Il s'agit maintenant de faire retour dans la sphère idéologique pour voir s'il y a eu volontarisme conscient ou inconscient, et si dans cette dernière hypothèse, la prise de conscience effective s'est traduite au niveau des actes.

La structure de propagation est-elle le reflet d'une volonté consciente ou inconsciente ?

Nous avons déjà eu l'occasion de dire que la structure de propagation étudiée était une structure de communication : communication des décisions sous-tendue par une idéologie descendante qui se déforme au fur et à mesure de sa descente ; communication des réactions et problèmes pratiques rencontrés

(1) J.C. ROUYERAN, Analyse statistique de la dynamique de la pratique de la riziculture améliorée dans l'URER-Tana (URER-Tana - Rapport campagne de 1969-1970).

(sinon des aspirations de base) sous-tendue par une idéologie ascendante qui se reforme au fur et à mesure de son ascension, pour s'adapter à chaque niveau à la matérialité des faits.

Au sommet de la structure, le parti-pris est libéral : « Chacun a sa chance ; se développe qui veut » (2), telle pourrait être la devise de l'action.

Arrivée aux niveaux inférieurs, cette devise, s'adaptant aux intérêts de la structure de base, devient : « Puisque chacun a sa chance, il n'y a aucune raison pour que chacun ne la tente pas, d'autant plus que chacun y trouve son intérêt ». La liberté a cédé la place à la coercition.

Or tout prouve que le sommet a eu connaissance de cette transformation. La justification logique (idéologique) devient alors la suivante : peu importe que la méthode soit devenue directive (3), les résultats positifs de l'opération convaincront les paysans que cette contrainte était exercée dans leur propre intérêt. Et même si des problèmes politiques viennent se greffer sur les moyens de l'action, l'opposition ne pourra éternellement rester perdante à la fois sur le plan politique et sur le plan économique.

Une telle attitude coercitive était d'autant plus malvenue que les prémisses de l'action, à savoir la poussée démographique et le déséquilibre population-ressources que connaissent les Hauts-Plateaux Centraux étaient des stimulants ou des contraintes démo-économiques suffisants pour que la nécessité d'une intensification de la riziculture et des cultures sèches soit ressentie avec suffisamment de force par la paysannerie. Car, il serait faux de croire que les paysans n'ont pas conscience de ces contraintes (4).

(2) Et non pas « qui peut ». La nuance reflète toute l'ambiguïté du libéralisme.

(3) D'où la nécessité pour les vulgarisateurs de conserver leur prestige de fonctionnaire.

(4) Si l'on n'assiste pas à une baisse du taux de natalité, c'est — il est vrai — parce qu'un tel comportement nataliste est profondément ancré dans les mentalités, mais c'est aussi qu'il y réside un intérêt tant du point de vue individuel que du point de vue social : alors qu'autrefois l'importance du nombre de descendants permettait de disposer d'une main-d'œuvre de dépendants nécessaire à la mise en valeur du terrain, désormais l'importance du nombre de descendants-dépendants est nécessaire à la recherche de disponibilités monétaires (dont une certaine redistribution intervient au sein de la communauté). L'ancienne logique interne à la société villageoise (natalité et mise en valeur maximales) a fait place à une logique externe (natalité et disponibilité monétaire maximales).

Nul doute que si une solution technique interne à l'agriculture et rentrant dans le possible des communautés villageoises était proposée, elle n'ait rapidement la primauté sur une solution externe à la communauté et dont les effets dissolvants et destructurants ne sont pas maîtrisés.

En vérité, si la solution technique proposée n'a pas reçu un écho immédiat et profond de la part des paysans, c'est parce que sa mise en œuvre a fait abstraction de deux questions pourtant fort importantes et qui n'avaient pas été prévues, si tant est qu'elles soient prévisibles :

— les hommes ne sont pas uniquement mûs par leur intérêt matériel, intérêt qu'ils sont parfois susceptibles de sacrifier si un tel sacrifice leur apparaît comme une manifestation de leur liberté et de leur indépendance, si un tel sacrifice les fait apparaître aux yeux de ceux qui viennent leur donner des leçons, comme des sujets responsables, et non pas comme de simples objets dont il est possible de disposer au gré des caprices d'un *fanjakana* autoritaire et incompréhensif.

— l'intérêt matériel de l'opération n'était d'ailleurs pas immédiat, ni même certain, pour des raisons à la fois prévisibles et imprévisibles.

Bilan matériel de l'OPR, du point de vue des paysans

Certes l'intérêt matériel résultant de l'opération de vulgarisation n'était pas négligeable et devait être certainement un élément important dans les motivations des paysans, en raison de l'augmentation de la taille des familles. A Antanimasaka, la valeur médiane des tailles est approximativement de 5, ce qui signifie qu'il y a autant de familles en dessous qu'en dessus de cette taille ; les familles de 10 personnes ne sont d'ailleurs pas rares.

Cependant, l'avantage attendu de l'OPR en termes de quantités récoltées dépendait de la stricte application des techniques vulgarisées, et des quantités adéquates d'engrais. Toutes ces étapes pouvant être aisément contrôlées par les vulgarisateurs.

Les travaux cultureux

Si la mise en route du repiquage en ligne dût être lente, ce n'est pas tant, comme on l'a souvent écrit, en raison de la prégnance de la tradition, ou plutôt ce n'est pas dans la tradition elle-même (les « blocages socio-culturels ») qu'il faut en rechercher l'explication. En d'autres termes, dire que la tradition est la cause des blocages, n'est pas explicatif. Il faut se demander plutôt pourquoi la tradition est prise comme référence pour servir de repoussoir du développement économique.

D'un côté, la tradition représente l'accumulation de l'expérience des Ancêtres ; de l'autre côté, les actions nouvelles entreprises ne peuvent effacer le souvenir d'actions antérieures ayant échoué, d'autant plus que l'aspect autoritaire a tendance à ranimer ce souvenir.

D'où la crainte des paysans devant une nouvelle méthode préconisant l'emploi de semences en moins grande quantité. Pour obéir aux ordres, on essaya sur de petites parcelles et on attendit les résultats.

De même pour le repiquage. Une telle économie de semences, de tels espacements entre les lignes, pouvaient-ils donner des résultats supérieurs à la méthode ancestrale ? A la crainte du début succède bientôt la satisfaction : une économie moyenne de 50 % sur les doses de semences représente un aspect très apprécié de la nouvelle méthode.

L'inexpérience des repiqueuses à manier la corde se traduit, au début, par une durée plus longue des travaux. Lorsqu'il s'agissait de salariées, celles-ci réclamèrent des salaires plus élevés pour la « ligne ». Mais avec le temps, l'expérience vint et on admet maintenant que repiquer en ligne ou repiquer en foule, demande le même travail. Notons d'ailleurs, pour pallier la remarque précédente, que le repiquage est l'une des opérations rizicoles où l'entraide féminine est restée la plus vivace. Et le gain de travail au moment du sarclage est admis quasi-unanimement : pour une rizièrre dont le sarclage réclamait le travail de 5 femmes (pendant une journée de 6 heures), un homme suffit maintenant. Le travail est considéré comme plus difficile dans les ménages qui ne comptent que des femmes, et comme égal dans les ménages qui ne peuvent acheter ou louer une sarcleuse. Il y a quelques cas marginaux de cette sorte à Antanimasaka.

Le bouleversement fut donc non seulement quantitatif (gain de travail/journée) mais aussi qualitatif : inversion de la division sexuelle du travail (1).

De la même manière, ce furent les femmes les principales bénéficiaires du remplacement du fumier par l'engrais. Le fumier était traditionnellement transporté par les femmes (paniers sur la tête). Désormais les sacs d'engrais ne peuvent plus l'être, en raison de leur poids non divisible.

Nous n'avons pas perçu, au cours de l'enquête et contrairement à ce qui nous fut dit par des responsables de l'action, une opposition masculine à cette relative émancipation des femmes. Au contraire.

(1) Inversion due au fait que le maniement de la sarcleuse demande une certaine force physique.

La seule conséquence qui pourra apparaître à la longue de ces transformations du travail féminin, c'est une diminution des possibilités d'emploi pour les salariées agricoles.

Les engrais

Le point fondamental est en fait l'achat des engrais. La nécessité de leur généralisation accroît fortement les besoins monétaires des paysans, ceci à des époques où d'autres besoins sont également pressants : les paysans sont ainsi obligés d'établir un ordre de priorité qui ne laisse pas toujours la meilleure part aux engrais. L'impôt par exemple est prioritaire en raison de la contrainte physique qui peut résulter de son non paiement.

Il était dès lors tentant de procéder de la même manière pour l'achat des engrais. Cet achat a-t-il été présenté comme étant obligatoire pour les paysans : sorte d'impôt dont on obtiendrait une contrepartie tangible et immédiate ? A ce sujet, la situation est sans doute plus ambiguë qu'en ce qui concerne la mise en pratique du repiquage en ligne. Il paraît en effet plus difficile d'obliger les paysans à faire une dépense monétaire. Pourtant, si l'on y réfléchit, on verra qu'il n'y a pas de grande différence avec l'impôt.

Mais là encore, le comportement incompréhensible (1) du contremaître est interprété comme signifiant un ordre : « A la saison des semis, on nous a obligés vraiment à en acheter cette année passée, de sorte qu'on doit en acheter et les voilà en effet tous mes sacs qui ont servi pour acheter des engrais... C'est bien le contremaître qui nous a obligés. C'est que voici : il dit ainsi sur le poids : « Est-ce que les semences de riz mesurent 2 *kapoaka* (2) ; si le riz mesure 2 *kapoaka*, l'engrais est d'un kilogramme », et le moniteur écrit cela sur un petit papier et c'est cela qu'on apporte chez le commerçant d'engrais... Ceux qui ne peuvent pas le faire restent tout simplement ».

Bien entendu, le système permet en fait d'utiliser n'importe quelle dose d'engrais. Il suffit de se faire établir un papier pour une pépinière ou une rizière et d'épandre l'engrais sur plusieurs.

On peut ainsi dire que dans la majorité des cas,

les doses ne sont pas respectées : la surveillance des vulgarisateurs paraît d'ailleurs pratiquement impossible en la matière, et les rendements s'en ressentent évidemment. L'accroissement reste en effet trop faible pour être perçu comme positif, d'autant plus que la situation des familles se détériore parallèlement, en raison de la poussée démographique.

On remarque également quelques cas de non respect des doses en sens inverse, chez les paysans riches.

Ces faits nous font douter que la campagne explicative préalable ait été bien réalisée.

On sait d'autre part que la commercialisation des engrais est une des tâches de l'URER. Afin de diminuer au maximum les capacités de stockage, un prix différentiel de l'engrais fut institué par l'URER pour étaler les achats des paysans tout au long de l'année ; or cette mesure est perçue très défavorablement. On peut même dire qu'elle est franchement impopulaire.

La quasi-totalité des paysans interrogés sur ce point nous ont répondu que le prix était avantageux durant la période où les besoins monétaires étaient les plus pressants (impôts notamment), c'est-à-dire après la récolte. Il en résulte que ce système désavantage les paysans pauvres. A première vue, un tel système paraît parfaitement logique et rationnel, encore que cette logique reste extérieure aux paysans non par refus de comprendre de leur part, mais par refus de la part du système d'expliquer sa propre logique ; à seconde vue cependant, on réalise que l'achat d'engrais à plusieurs mois d'avance revient à immobiliser de l'argent pour un besoin non pressant, ce qui est d'autant plus difficile que la circulation monétaire est faible ; et à troisième vue, le bas prix s'avère être pratiqué à une époque où les petits paysans ne disposent pas d'argent. Cette possibilité leur est donc fermée, à moins qu'ils ne se résolvent à s'enfermer dans le cycle de la soudure, c'est-à-dire à vendre du paddy pour acheter l'engrais (3).

Conscientes des risques de mécontentement et de contestation qui risquent d'en résulter, les autorités politiques élues réagirent là encore dans un sens favorable aux petits paysans : « Ce système scandaleux et injuste n'éduque pas les gens, affirmaient-ils, mais au contraire cela déforme leur esprit et les rend critiques. C'est ainsi que devant ce scandale, les paysans tombent sur le dos des maires qu'ils tiennent

(1) Parce que non expliqué ou mal expliqué ?

(2) « *Kapoaka* » : unité de mesure utilisée en brousse, le contenant étant la petite boîte de lait Nestlé.

(3) En effet, ce n'est qu'à la fin de la saison sèche, que les paysans pauvres disposeront des liquidités nécessaires à la satisfaction de leurs besoins, ayant mis à profit une période creuse du calendrier culturel pour exercer certaines activités temporaires (scieurs, marchands ambulants, etc.).

pour responsables ». C'est pourquoi 12 maires du District et 16 conseillers de la commune sont allés trouver le directeur de l'URER pour lui demander de fixer le prix des engrais une fois pour toutes. En vain, semble-t-il, puisque le système demeure.

On ne saurait trop souligner cependant que dans un certain nombre de communes, ce système mal compris a été la cause ou le prétexte de nombreux abandons. Les paysans se sentent dupés par les compagnies étrangères qui « font des affaires commerciales sur leur dos ».

Nous avons attribué au départ ces réactions à une mauvaise compréhension ; nous commençons maintenant à nous demander si elles ne contiennent pas une part de vérité.

Le système peut, entre autres, subir quelques avaries à la base. Des paysans se sont plaints de ce que certains marchands d'engrais avaient pratiqué le prix élevé avant la date limite affichée ; et il ne semble pas que les responsables locaux de l'URER s'en soient inquiétés outre mesure.

Si ces marchands ont agi ainsi pour étaler leurs ventes, cela ne justifie pas l'absence de contrôle. Au niveau global de l'URER, le système purement mécanique se traduit obligatoirement par une perte ou un bénéfice. Ce serait un pur hasard que l'équilibre soit atteint. Admettons que cette différence, positive ou négative, soit peu significative. Il n'en reste pas moins que sa faiblesse résulte d'une péréquation entre les différentes régions ou communes. Une telle structure rejette donc les frais de l'opération sur les régions les plus pauvres pour le plus grand bénéfice des régions les plus riches. Dans les régions pauvres, le système peut donc apparaître comme « une affaire commerciale ». L'interprétation est alors juste du point de vue des paysans, tout en étant fautive du point de vue global de l'URER.

Réexaminons le problème de la commercialisation des engrais pour voir si tout cela se justifie effectivement. La capacité de stockage de l'URER est inférieure aux besoins : d'où la nécessité de recourir aux commerçants. Est-il cependant nécessaire de stocker dès le début de la campagne la quantité totale d'engrais qu'on prévoit de vendre ? Certes la prévision globale de campagne est plus facile et plus sûre que la prévision des ventes dans le temps ; celle-ci ne nous paraît cependant pas impossible : les commandes et l'acheminement vers les points de ventes seraient dès lors prévus pour que soient évitées les ruptures de stocks.

Le problème doit en tout cas être résolu, car d'après ce que nous avons pu comprendre, le secteur privé

n'est pas prêt à prendre la relève : l'engrais est une marchandise encombrante, dont la commercialisation serait assez peu lucrative (1). Le secteur privé pourrait d'ailleurs très facilement instituer une soudure pour les engrais ! Ce qu'ont pu déjà faire certains paysans riches, qui constituent leurs propres stocks. La surveillance des doses pratiquées sur fiches d'achat, devient alors peu efficace.

Si le coût de la nouvelle méthode de riziculture apparaît en fin de compte relativement plus élevé pour les paysans pauvres, il y a un point sur lequel riches et pauvres se trouvent sur un pied d'égalité : c'est celui du « *vary maty fotsy* » (2).

Les maladies du riz

« *Maty fotsy* » est un terme générique que les paysans utilisent pour désigner diverses maladies du riz. Cela peut être soit l'échaudage, soit des maladies parasitaires causées par les nématodes et la fusariose (3).

Des interviews recueillies, il ressort que le « *maty fotsy* » sévit surtout sur les rizières élevées, qui ont subi quelque peu la sécheresse ; les feuilles sont trop grandes : « le riz pousse beaucoup trop, mais le paddy trop peu » ; on remarque de petites larves à la base des épis ; le « *maty fotsy* » s'abat sur les rizières au moment où les tiges commencent à courber.

Les agents de l'URER ont lutté contre cette calamité en faisant tremper les semences dans l'eau chaude, ou en les traitant avec divers produits chimiques, pour en arriver finalement à préconiser le changement de semences (utilisation de variétés plus résistantes). Parallèlement, paysans et vulgarisateurs jouaient sur les doses et les variétés d'engrais. Le « *taim-boalavo* » (N.P.K.) a remplacé la potasse ou le « *manja kely* » (P.K.) (4).

On sait qu'avant d'entreprendre son action de vulgarisation, l'URER avait demandé à l'IRAM de

(1) Parce qu'elle est contrôlée ?

(2) « Riz mort et blanc ».

(3) Cf. A. ANGLADETTE, 1966 : Le riz, p. 678 et s., Maisonneuve et Larose. R. CERIGHELLI : Cultures tropicales. I. Plantes vivrières. Maladies, parasites et ennemis du riz, p. 44 et s. (Baillière et fils. Editeurs, 1955).

Ces diverses maladies ne se traduisent évidemment pas par les mêmes symptômes. Le terme employé de « *vary maty fotsy* » est donc une désignation relativement vague.

(4) Mot à mot : « *taim-boalavo* » : crotte de rat ; « *manja kely* » : petit brun. Noms donnés aux engrais par les paysans.

faire des études sur l'ensemble de la zone concernée, afin de déterminer les variétés et doses d'engrais à préconiser en moyenne pour la zone. Or, par définition, une moyenne élimine les écarts, ce qui explique que dans certaines régions, le système d'engrais proposé ne donne pas satisfaction. La structure de vulgarisation devait alors, en tant que structure de communication, répercuter vers le haut les obstacles techniques auxquels les vulgarisateurs et les paysans pouvaient se heurter. Pour un certain nombre de raisons, notamment l'absence de moyens de lutte définitifs contre certaines de ces affections du riz, les solutions ont été apportées par tâtonnements.

Il en a résulté un certain découragement de la part des paysans, qui ne comprennent pas toujours les raisons pour lesquelles les engrais doivent être changés. A vrai dire, l'audience de l'URER peut s'en ressentir dans la mesure où les vulgarisateurs n'apparaissent pas aussi puissants que les paysans pouvaient le croire au début, dans la mesure surtout où les paysans prennent conscience du fait que les nouvelles techniques vulgarisées n'étaient pas bien maîtrisées et ont entraîné des conséquences auxquelles on ne s'attendait pas.

Du changement des variétés d'engrais, les paysans sont en effet amenés à conclure que le « *maty fotsy* » est provoqué par les engrais. Cela n'est d'ailleurs pas entièrement faux, puisque des études de l'IRAM (1) ont montré que la fertilisation minérale, notamment, l'azote rend les plants plus sensibles aux maladies, et un excès d'azote peut se traduire par une chute brutale de la production.

Toujours est-il que le « *maty fotsy* » était pratiquement inconnu dans la région d'Antanimasaka avant l'introduction de la méthode améliorée ; que de ce fait, les paysans ont vu périr près de la moitié de leur récolte en 1968, 1/3 en 1969 et 1/5 en 1970, selon leurs affirmations.

*
* * *

Tout ceci donne à penser que l'avantage matériel retiré de l'opération par les paysans n'est pas évident. C'est pourquoi il eût été nécessaire de faire réellement participer la paysannerie à l'action entreprise, où à tout le moins, de ne pas l'enfermer dans une attitude réactive et passive.

Et si finalement le bilan humain de l'OPR n'est pas aussi positif qu'on aurait été en droit de l'at-

dre, c'est parce qu'entre les déclarations d'intention et l'application concrète, des transformations du propagateur sont intervenues, transformations nées de l'inadéquation entre logique structurelle (2) et idéologie. Ces transformations ne sauraient être considérées comme autre chose que ce qu'elles sont : des effets ; et toute action ou toute mesure visant à modifier ces effets ne pourrait, en aucun cas, changer fondamentalement le problème.

Pour être opératoire, une idéologie doit être en adéquation avec le réel.

Car l'idéologie du développement est une simple « éthique de bonne conscience » qui vient se plaquer sur des structures déjà existantes ou créées dans un seul et unique but : la constitution d'un surplus et sa captation dans la sphère marchande. Le rôle d'une telle idéologie est simplement d'entériner et de justifier sur le plan éthique des rapports de production qui ne sauraient être que des rapports de domination.

Comment s'étonner, dès lors, que la vulgarisation ait été confiée à des agents ayant le statut de fonctionnaires. Même munis au départ des intentions les plus pures et les plus sincères, les vulgarisateurs ont rapidement mis en pratique la fonction liée à leur statut : Non que cette mentalité soit innée ; mais, bien plutôt, elle a été créée par une structure administrative dont la seule finalité est, en fin de compte, la coercition : les moyens s'y sont confondus avec les fins.

En face, chez les paysans, apparaissait et se développait une mauvaise conscience apparente : « Nous ne savons rien, nous avons tout à apprendre ; il nous faut travailler comme des porcs », simple vernis d'une passivité réelle. Simple formule de politesse aussi, car il n'a pas échappé aux yeux des paysans que la maîtrise des techniques n'est pas toujours parfaite.

La situation à laquelle on en est ainsi arrivé, est une réelle impasse dont il ne sera possible de sortir que par un complet renversement d'optique. Désormais ce sont les masses paysannes elles-mêmes qui devront être maîtresses de leur destin et qui décideront des transformations nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie, et non plus un *Deus ex machina* omnipotent de par la seule crainte qu'il inspire. Cette affirmation n'est pas un point de vue théorique, mais bien un point de vue pratique. Nous voulons dire par là qu'il a été volontairement sous-

(1) Cf. Colloque sur la fertilité des sols tropicaux. (Institut de Recherche agronomique de Madagascar).

(2) La structure interne de l'action étant elle-même le reflet de la structure dans laquelle se trouve prise l'action.

estimé, ignoré et même nié jusqu'à présent, les potentialités et les réelles qualités d'organisation et d'initiative de la paysannerie. Cette négation avait pour but, et a eu pour résultat — quoiqu'il en soit — de transformer la paysannerie de sujet en objet, de l'actif au passif.

Comment opérer la transformation inverse ? Un schéma global qui serait une réponse à une telle question, n'existe pas, car la préconception en cette matière risquerait d'aboutir à des résultats aussi négatifs que précédemment, pour la simple raison que ce serait retomber dans les errements antérieurs que de vouloir proposer un schéma — *deus ex machina* : ce serait, encore une fois, retirer l'initiative à la paysannerie.

Il faut donc que l'Etat central laisse à la paysannerie la possibilité de s'organiser, sans demeurer dans la mouvance des notables, et il faut bien admettre que si jusqu'à présent les notables villageois dominaient les assemblées de *fokonolona*, ou de pré, para ou pseudo-coopératives, bloquant ainsi toute décision favorable au plus grand nombre, c'est parce que l'Etat central ne saurait se reproduire à sa périphérie autrement que dans son centre (1).

(1) Nous voulons dire par là, que dans un Etat centralisé et autoritaire, les organisations de base ne peuvent être que le reflet de l'organisation au sommet, sauf cas de contestation, rares dans une situation caractérisée par une passivité générale.

Ces organisations démocratiques seront compétentes, selon des modalités à définir, à divers niveaux, car il est bien évident par exemple que si le problème de la maîtrise de l'eau et de sa discipline peut se régler au niveau du village, du terroir ou de la vallée, celui de la commercialisation ne peut se régler qu'au niveau régional ou national.

Ceci ne signifie évidemment pas que le milieu rural devra définitivement se passer de certains acquis de la technique moderne, mais il devra s'établir une complémentarité entre la connaissance théorique des techniciens, et la connaissance pratique des paysans, condition d'une maîtrise technique parfaite.

C'est à l'intérieur de telles structures réellement populaires que seront créées les conditions d'une maîtrise et d'une mise en valeur véritables du potentiel agricole national. Ce ne seront plus les nécessités de la subsistance, ni la recherche de l'argent ou du pouvoir qui pousseront à la conquête des terres en friche, mais la volonté de construire une nation. Et cette idéologie ne sera plus une « éthique de bonne conscience », justificatrice de rapports de domination, mais la volonté de tout un peuple maître de son avenir, car idéologie et structures de développement seront enfin en adéquation, donc opératoires et libératrices.

Manuscrit reçu au S.C.D. de l'ORSTOM le 18 juillet 1975